



*Montreuil Janvier 2010*

## **Contribution de la CGT aux Etats Généraux de l'Industrie**

Depuis des années la CGT s'est battue pour que soit menée en France une véritable politique industrielle. Avant la crise économique l'importance de l'industrie a été plus que minimisée par l'Etat. Dans les entreprises, des restructurations dévastatrices ont eu lieu sous la pression de concepts libéraux dominants. A savoir d'une part le recentrage sur le cœur de métier, l'entreprise sans usines, et d'autre part, la création de la valeur pour l'actionnaire se caractérisant par une financiarisation à outrance de l'économie.

L'impact de la crise économique actuelle a permis de modifier les mentalités, en apparence seulement. L'industrie et l'activité réelle sont réapparues dans les discours du gouvernement et du patronat. Pour autant, dans les entreprises aucun changement dans la gestion de l'entreprise ou l'organisation du travail n'a eu lieu.

La manifestation nationale du 22 octobre 2009 a donné confiance aux salariés en se faisant l'écho des nombreuses luttes d'entreprises, de branches professionnelles, de territoires, qui depuis plus d'un an rythment l'actualité sociale dans le pays.

Ces mobilisations ont permis que des ouvriers aux ingénieurs, les salariés s'expriment, revendiquent. Ils n'entendent pas être les victimes des choix stratégiques et de gestion de leur entreprise suivant le seul critère financier, visant à conforter les profits de quelques uns sur le dos de l'emploi, des conditions de travail, des salaires et des garanties collectives.

Tant que le Gouvernement et le Patronat se refuseront à changer en profondeur les logiques qui ont conduit à la crise économique et sociale, les situations souvent scandaleuses faites de restructurations, de licenciements, de mise au rebut des salariés et du tissu industriel du pays se poursuivront voire s'accéléreront dans chaque région et filière industrielle.

En passant aussi vite sur la faillite d'un système qui n'a eu comme finalité que de maximiser les profits, comment, dans ces conditions, prétendre remettre au centre, et de manière durable, une nouvelle politique industrielle basée sur la production des richesses pour tous ?

Comment prétendre éviter de nouvelles crises en laissant repartir la spirale infernale de la spéculation ?

Comment laisser les banques repartir de plus belle sur les mêmes principes sachant que les dégâts seront encore plus dévastateurs ?

### **Les salariés, en luttant pour l'emploi et le développement de leur outil de travail, mènent une lutte d'intérêt général.**

Depuis plusieurs mois, la CGT a inscrit son intervention dans les entreprises industrielles dans le cadre d'une campagne plus large pour la défense de l'Emploi et de l'Industrie.

Cette campagne, faite de centaines d'initiatives dans tout le pays, a un écho très large.

Souvent, nous constatons autour des grèves, l'engagement de la population, d'élus, de celles et ceux qui ne peuvent accepter la désertification du territoire, le pillage des savoirs-faire acquis par plusieurs générations, la faiblesse des investissements dans la recherche, les capacités de production, la formation, l'embauche.

La CGT n'a pas attendu l'annonce présidentielle pour se saisir des enjeux industriels. Déjà en 2004 à Villepinte la CGT avait lancé des assises de l'industrie réunissant plus 500 salariés.

En Juin 2009, plus de 600 salariés représentant l'ensemble issus de toute l'industrie française ont participé à la Conférence Nationale de l'Industrie à Montreuil.

Forte des mobilisations dans les entreprises, les territoires et les branches professionnelles et de la manifestation nationale à Paris le 22 octobre 2009, la CGT veut que ces Etats Généraux de l'Industrie se traduisent au niveau national et régional par des résultats concrets pour le développement de l'industrie et de l'emploi.

C'est dans un contexte de mécontentements, de nombreuses luttes que le Président de la République, mesurant sans doute l'écart considérable entre les déclarations d'intention et la réalité des faits, a mis en place les Etats Généraux de l'Industrie (EGI).

La politique industrielle est une priorité pour la CGT, raison pour laquelle notre organisation s'est investie pleinement dans ces Etats Généraux de l'industrie, tout

comme elle l'avait fait lors du Grenelle de l'Environnement ou lors des Etats Généraux de l'Automobile.

Plus de 200 représentants de la CGT ont participé aux différents groupes de travail que ce soit au plan national, ou régional. Tout au long de ces Etats Généraux, ces représentants ont été force de propositions pour le développement d'une nouvelle politique industrielle.

**En ce sens les interventions des représentants de la CGT dans ces groupes travail reposaient sur 5 priorités définies :**

- **Notre première priorité c'est l'avenir des hommes et des femmes** qui travaillent dans l'Industrie et de ceux qui sont appelés à y travailler.

L'augmentation des salaires et la reconnaissance des qualifications sont des exigences incontournables. Face au défi démographique lié aux départs massifs en retraite, il faut une politique ambitieuse en termes d'embauches et de formation. Il s'agit de pérenniser les capacités, les compétences, les savoirs faire. C'est aussi le moyen de permettre le départ en retraite anticipée de centaines de milliers de salariés usés par des métiers pénibles.

Vous le savez, le MEDEF, au contraire, veut nous imposer un recul de l'âge de départ en retraite.

- **Notre seconde priorité va à l'innovation et à la recherche.** L'objectif de consacrer 3 % du PIB à la recherche, soit 33 milliards d'euros (au lieu de 21 milliards annuels) doit enfin se concrétiser. Comment en effet prétendre préparer l'avenir sans avoir les moyens correspondants ?

- **Troisième priorité, mettre sur pieds un plan cohérent en faveur du développement durable,** afin de prendre en compte les enjeux environnementaux et en particulier le changement climatique. Ceci exige de renforcer et de moderniser un potentiel industriel au service d'une économie fortement décarbonée.

L'Industrie est tout à fait compatible avec l'ambition d'un développement durable. Des centaines de milliers d'emplois peuvent et doivent être créés dans la Construction, les Transports et l'Energie, notamment.

- **Quatrième priorité, il faut faire avancer les droits d'intervention des salariés.** Développement industriel, démocratie sociale et territoriale doivent aller de pair.

La CGT revendique l'instauration d'un droit suspensif aux licenciements avec prise en compte des propositions alternatives. Nous voulons l'entrée de représentants des salariés dans les conseils d'administrations des entreprises et des groupes.

Il faut créer des comités interentreprises entre donneurs d'ordres et sous traitants. Tous les salariés d'une filière ou d'un territoire doivent avoir un égal accès à l'information et avoir les mêmes pouvoirs d'intervention.

- **Cinquième priorité : le financement.**

L'Industrie est incompatible avec les taux de rentabilité à deux chiffres exigés ces dernières années. La CGT considère qu'un pôle public de financement du développement industriel est possible dès maintenant en utilisant un livret d'épargne industrie et emploi.

Les bases de ce pôle existent avec la Caisse des Dépôts et OSEO, qui finance l'innovation des PME et la Banque postale.

**Les Banques doivent consacrer l'essentiel de leur activité au service de l'emploi, des projets industriels.**

Si la CGT peut apprécier enfin, qu'un débat national sur l'industrie ait lieu, nous ne sommes pas dupes de l'exercice et de la façon dont se déroulent ces états généraux. Les délais très courts **ne permettent aucunement un réel débat.**

Après avoir annoncé deux nouvelles dispositions qui sont encore des cadeaux aux entreprises : un crédit d'impôt innovation, une prime à la relocalisation, les seuls termes que retiennent les représentants patronaux et gouvernementaux dans ces EGI sont « compétitivité », « coûts du travail », « exonérations de charges », « accompagnement des restructurations »... bref des refrains bien connus et qui ont semé des millions de chômeurs sur leurs routes !

Comme si il n'y avait pas déjà assez d'argent public donné aux entreprises, d'exonérations de cotisations sociales. La suppression de la taxe professionnelle, un cadeau de 12 milliards d'euros.

## **Disons stop !**

Le Gouvernement doit entendre cette urgence qu'expriment de plus en plus fortement les salariés et leurs syndicats sur la politique industrielle, alors que les mesures gouvernementales se contentent d'accompagner le plus souvent les restructurations et les licenciements.

**L'organisation et le déroulement de ces EGI ont été caractérisés par :**

- Une omniprésence du patronat qui s'est octroyé la présidence de la majorité des groupes ;
- Des groupes de travail composés à plus de 70% de membres du patronat ou d'entités dépendants de ce dernier ;
- Des rapports écrits avant les discussions des groupes de travail.

- De grandes difficultés rencontrées par les représentants de la CGT pour se faire entendre.
- La quasi non prise en compte de nos propositions et remarques.
- Des EGI qui ont été dictés par le cahier de doléances du patronat, à savoir, toujours plus d'aides publiques pour financer l'activité, moins de « charges ».
- Enfin, l'absence de marque de ces EGI auront été : le social, les salariés et le travail

Avec les Etats Généraux de l'Industrie, un débat s'est ouvert, où la CGT apporte une cohérence de propositions, d'analyses qu'il faut mettre aussi dans les mains des salariés. La priorité est de créer les conditions pour qu'ils puissent se faire entendre, fassent pression sur les orientations, **imposent une vraie ambition industrielle et sociale.**

**En ce sens la CGT, avec les salariés va créer les conditions pour donner une suite à la manifestation du 22 octobre dans tous les départements, les bassins d'emplois, les régions, en lien avec les filières industrielles.**

Dans ce dossier, vous trouverez une compilation des propositions portées par les représentants de la CGT dans les différents groupes de travail. Propositions qui n'apparaissent aucunement dans les rapports des groupes de travail et dans le rapport final de ces EGI.

<p><b>Propositions de la CGT dans les différents groupes de travail nationaux :</b></p>
---

- Fiche 1 : Groupe de travail Industries des TIC
- Fiche 2 : Groupe de travail Politique de filières : décloisonnement et partenariats
- Fiche 3 : Groupe de travail Innovation et entrepreneuriat
- Fiche 4 : Groupe de travail Energie
- Fiche 5 : Groupe de travail Accès aux financements
- Fiche 6 : Groupe de travail Biens intermédiaires, biens d'équipements et environnement
- Fiche 7 : Groupe de travail Compétitivité et croissance verte
- Fiche 8 et 8 Bis : Groupe de travail Biens de Consommation
- Fiche 9 : Groupe de travail Emploi et Formation
- Fiche 10 : Groupe de travail Matériels de Transport
- Fiche 11 : Groupe de travail Industries de la Santé